

## CHAPITRE IX.

Politique corrompue de ceux qui se sont emparés de la révolution de 89. — Nos hommes d'État, dont la généalogie remonte aux thermidoriens, n'ont fait que continuer le gouvernement des *immoraux*. — Le pouvoir met toute sa force dans l'imposture, et ne réussit qu'à avilir le caractère de la nation. — Les abus remplacent les abus, le mensonge succède au mensonge; si bien que la corruption finit par tenir lieu d'esprit public.

Si quelque chose peut expliquer une si triste décadence, c'est sans doute l'esprit de désordre qui, depuis cinquante ans, pervertit notre destinée. En proie à toutes sortes de malheurs et de bouleversements,

la France a vu l'état de crise devenir son état habituel; et, désespérant apparemment de faire cesser le mal, elle s'est arrangée d'abord pour vivre de son mieux dans le dérèglement. Voilà comme elle laisse se prolonger à l'aventure cette interminable révolution qui, une fois sortie de sa route glorieuse, s'est jetée dans tous les artifices, et nous a donné le change sur tous les sentiments; voilà comme elle lâche la bride à tant de fausses idées qui nous gouvernent, à tant d'absurdes opinions, à tant de folles et pernicieuses doctrines qui n'ont d'autre règle que le hasard des circonstances ou la volonté capricieuse du pouvoir.

Et cependant, il faut le dire, la révolution française n'est devenue si funeste dans ses conséquences que par la mauvaise foi même de ceux qui ont prétendu réprimer ses excès; que par les indignes manœuvres de cette foule d'hommes d'État

qui, depuis cinquante ans, n'arrivent au pouvoir que pour écraser, sous le poids de la corruption, tous les sentiments élevés et les plus nobles impressions. C'est encore la politique des thermidoriens qu'ils suivent aujourd'hui; c'est encore à l'abrutissement du peuple qu'ils travaillent sous le nom de progrès; et ils n'ont jamais employé d'autre moyen pour se maintenir au pouvoir et former le noyau fatal de tous les gouvernements, qu'ils laissent ensuite périr quand il leur plaît. Ils savent tout ce que l'on peut faire d'un peuple qu'on a privé de ses mœurs, auquel on a inspiré le goût des lâchetés, et dont l'opinion même ne consiste plus qu'en un vil et honteux acquiescement à toutes les impostures.

De la manière dont on s'y est pris, l'esprit public, en effet, ne devait-il pas finir par être le bouclier des traîtres et des parjures, de tous les intrigants, de tous les hommes mal famés, de quelque part qu'ils

vinssent, de la restauration ou de l'empire, gens de lettres, gens de guerre, magistrats ou ministres? La même nation qui s'est laissée tant de fois déshonorer par le prince de Talleyrand, ne saurait montrer moins d'égards pour l'école de ce grand politique. Continuons de porter aux honneurs ses disciples fidèles, tous ceux qu'il a engendrés à une vie d'artifice et de légitime fourberie. Tenons-les pour grands citoyens ces habiles que n'enchaînent ni devoir, ni conscience, ni sentiment, et que nous pouvons suivre partout à la trace de leurs mensonges et de leurs bassesses. Hier démagogues furieux, et aujourd'hui soutiens encore plus furieux du trône, ne sont-ils pas la pépinière même de ces hommes d'État qui, ne prenant pour règle de leurs convictions que l'intérêt le plus vil, s'imaginent que, selon le temps et les circonstances, on peut être indifférem-

ment et tour à tour athée, déiste, musulman, chrétien et dévot.

Or, il faut que l'on sache où aboutit une pareille politique, c'est-à-dire à quel excès d'humiliation nous expose le triste privilège de ne croire plus à rien. On n'aura besoin pour cela que de considérer ce qui se passe en Afrique sous la domination française, sous un gouvernement qui ne se sert de la religion que comme d'un moyen, et prétend la mettre, ainsi que l'honneur et la vertu, au nombre de ces passions ou de ces fantaisies populaires, qu'une certaine prudence humaine oblige encore à respecter.

Selon son habitude, le pouvoir se montre d'abord incrédule et sceptique; et, croyant sans doute par là gagner l'affection des vaincus, il envoie un de nos princes à Alger poser la première pierre d'une mosquée. Mais le bon sens des Arabes leur apprend à se défier d'un vainqueur sans

religion : ils méprisent notre lâche condescendance ; ils s'inquiètent de notre peu de foi. De sorte que, comme notre incrédulité pourrait augmenter les embarras de la conquête, le gouvernement change aussitôt de politique, se décide à faire preuve de croyance, et nomme un évêque en Algérie. Et ce que l'on n'eût point voulu faire en vue du ciel, on le fait actuellement par de vils motifs d'intérêt, dans un dessein de démonstration hypocrite, pour complaire aux ennemis et parvenir à les subjuguier plus facilement.

Au surplus, nos ministres eux-mêmes, gens plus déliés que bons comédiens, n'envisagent pas autrement les témoignages qu'ils donnent de leur piété novice. Je ne sais si vous vous rappelez le discours de M. Barthe, alors ministre de la justice et des cultes, sur la nécessité d'imposer dans nos conquêtes par l'apparence de la foi. « Il faut que nous ayons un culte,

« s'écriait-il. Les Arabes ne comprennent  
« pas qu'un peuple soit civilisateur, s'il ne  
« paraît pas avoir un culte. » Et cepen-  
dant, pressé de revenir sur la même ques-  
tion, M. de Salvandy pousse encore plus  
loin, s'il est possible, l'ingénuité des  
aveux. « La chambre, dit cet autre mi-  
nistre, se rappelle qu'il a été récem-  
ment entendu et admis qu'il était néces-  
saire, pour conserver nos possessions  
d'Afrique, d'y établir la religion catho-  
lique <sup>1</sup>, etc., etc. »

Que ces hommes d'État se mêlent d'é-  
crire et fassent des livres, et l'on est sûr de  
rencontrer d'abord dans leurs ouvrages le  
même système de mensonge et d'hypocri-  
sie qu'ils portent à la tribune. Chaque  
page sortie de la plume de M. Guizot vous

<sup>1</sup> Il en est de même des soins que depuis quelque  
temps l'on s'empresse de donner à l'éducation des noirs.  
L'intérêt de nos colonies a fait encore ce miracle de  
charité.

en fournira des exemples frappants, quelque peine, d'ailleurs, que se soit donnée le ministre doctrinaire pour déguiser son scepticisme habituel. Aussi ne jugerons-nous pas autrement l'heureux accord que prétend établir ce rhéteur entre le catholicisme, le protestantisme et la philosophie. Allié insensée, réconciliation perfide ! où l'on ne saurait voir qu'un but politique et le misérable dessein de soumettre la foi aux intérêts matériels du pouvoir. C'est encore de la religion de mécréant, de cette espèce de religion officielle à l'usage de l'Algérie. Il faut, selon l'écrivain *gouvernemental*, que, « sans métamorphose et  
 « telles que Dieu les a faites, ces trois puis-  
 « sances se respectent l'une l'autre et ser-  
 « vent loyalement le nouvel état social. »

Et l'on croirait à la probité politique

« Une religion qui peut tolérer les autres, dit Montesquieu, ne songe guère à sa propagation. »

de ceux qui se jouent ainsi de toutes les croyances! et l'on s'imaginerait qu'ils peuvent encore mettre quelque vérité dans l'application de nos institutions nouvelles, eux qui se moquent de leur propre conscience, de leur patrie, des hommes et du ciel! Ah! sans doute, il faut, pour s'aveugler à ce point, ne vouloir point ouvrir les yeux sur l'impudente variabilité de leurs opinions, ne vouloir se souvenir ni de quelle école ils sont sortis ni sous quels maîtres ils ont fait leur apprentissage. Leur passé politique n'est-il donc pas l'opprobre de la France? N'est-ce donc pas où commence la partie infâme de notre histoire, que vous rencontrez les premières intrigues et les premières défections du pèlerin de Gand, M. Guizot, et les explosions d'*arbitraire* de M. le baron Pasquier, si cher maintenant aux amis de l'ordre constitutionnel, et les conspirations factices du ministère Decazes, couronnées

des plus horribles exécutions? Là, vous suivez à la lueur de son cierge le maréchal Soult; vous assistez à l'assassinat du maréchal Ney par ses vieux frères d'armes; vous assistez aux fêtes que donne au duc de Wellington M. Molé, ancien ministre de l'empereur et ministre encore depuis juillet, fêtes brillantes où madame Molé descend elle-même sur la scène. Et comme l'éloquence ne perd jamais ses droits, celle que prodigue au nom de juillet M. de Salvandy vous rappellera ses plus beaux mouvements oratoires de la restauration, lorsque, gourmandant le ministère Villèle de n'avoir pas su apprécier les *magnanimes vertus* de monseigneur le duc d'Angoulême, il s'écrie ' dans un accès de fureur monarchique: « L'épée du dauphin, c'est la « croix de Bayard! »

' LE NOUVEAU RÉGNE ET L'ANCIEN MINISTÈRE, par DE Salvandy, 1824.

Ainsi marchent à la fortune les habiles qui ont le talent de contrefaire toutes les opinions et tous les dévouements. Ainsi s'est perpétuée la race politique de la grande école, cette race d'hommes sans croyances, qui partagent encore le pouvoir et les honneurs, après avoir béni le ciel pour tous les régimes et mangé le pain de toutes les tyrannies. Ce serait à se demander, en vérité, laquelle de nos deux révolutions nous devons regarder comme la plus fatale, ou de celle de 89 qui nous mena droit à l'empire, ou de celle de 1830 qui ne semble avoir été faite que pour encourager tous les genres de corruption et donner les invalides à toutes les trahisons.

C'est un grand malheur, lorsqu'une révolution qu'on avait entreprise pour réformer les abus ne sert elle-même qu'à en établir de nouveaux <sup>1</sup>. Non-seulement

<sup>1</sup> Un ministre n'a-t-il pas eu, dans ces derniers temps,

ceux-ci contribuent à prolonger le désordre, mais ils deviennent d'autant plus difficiles à détruire qu'on les a d'abord regardés comme des signes de progrès et d'amélioration. Rien ne coûte plus à l'esprit public que de revenir de ses erreurs, quand même il se verrait engagé dans des voies diamétralement opposées à celles qu'il prétendait suivre jusque-là. S'il en était autrement, et que notre siècle de lumières ne fût pas à son tour imbu des plus détestables préjugés, s'obstinerait-il donc ainsi dans de folles et pernicieuses doctrines qui ne lui semblent bonnes apparemment que parce qu'elles sont nouvelles, tandis qu'il dédaigne comme flétris et surannés les nobles sentiments et les vertus de nos pères? Il faut bien le reconnaître, la France n'a pu, sans ouvrir la porte à toutes les infamies, se jouer si souvent

la maladresse de dire, en défendant à la tribune les abus de son ministère, que tout abus avait son côté favorable.

de ses propres croyances, et trahir les intérêts et les principes même d'une révolution destinée au triomphe de la justice et de la vérité.

Tournez, au reste, de tous les sens le gouvernement constitutionnel; examinez-en tous les ressorts, suivez-en la marche et le progrès, et vous verrez s'il a jamais été pour nous autre chose qu'un système de fraude et de corruption. On sait avec quels transports de joie la France accueillit en 89 le doublement du tiers état; on sait aussi quelle persévérance mirent ses députés pour obtenir à la place du vote par ordre le vote par tête, sans lequel le doublement du tiers n'eût été qu'un triomphe dérisoire. Eh bien, que sont devenus sous la main du gouvernement constitutionnel ces premiers fondements de notre liberté? Quelle confiance voulez-vous que nous accordions à un pouvoir qui se dit fièrement l'héritier de deux révolutions démocra-

tiques, et qui commence par rétablir sous une autre forme le vote par ordre ou par caste de la monarchie absolue? Car n'est-ce pas, dans le fond, perpétuer l'insultante minorité du tiers état, que de prétendre soumettre notre chambre élective au concours souverain des deux volontés aristocratiques du trône et de la pairie? Pour celui qui ne veut pas être dupe des mots, c'est toujours l'ancien régime mettant deux poids contre un dans la balance du pouvoir.

Rien n'est plus difficile que de s'arrêter dans la route des abus. Je n'en veux pour exemple que le fatal entraînement de notre révolution, qui, après avoir conféré force titres et force grandeurs à ses jacobins, laisse actuellement s'établir parmi nous la plus odieuse de toutes les féodalités, celle des fonctions publiques. Toutes nos chaînes sont là désormais, toutes nos misères et toutes nos humiliations. Et il

faudrait être, en effet, bien aveugle, pour ne pas s'apercevoir que les charges et les dignités sont, entre les mains du gouvernement, de véritables fiefs qu'il donne à de lâches vassaux complices de sa tyrannie, à des vassaux engagés non pour la guerre, mais pour un service de honte et de corruption. Ne voilà-t-il pas une belle issue de notre grande réforme sociale !

C'est en vain que, dans une haute pensée d'unité sociale, l'ancien régime lui-même aura détruit les grands vassaux, aboli les grands fiefs, ôté jusqu'aux privilèges de ce qu'on appelait autrefois pays d'états. C'est en vain que la révolution, pour rendre la loi uniforme, aura brisé plus tard les anciennes coutumes, et privé de leurs noms mêmes les provinces qu'elle morcelait en départements. Tant et de si nobles sacrifices, fort mal appréciés de nos jours, pourraient bien ne mériter que les dédains de cette insolente politique de

comptoir, qui veut non-seulement réchauffer en France l'esprit de localité, mais ramener nos départements à des jalousies de provinces, à des rivalités de commerce et d'industrie. L'inquiétude où nous jettent maintenant de vils intérêts, et les passions misérables dont on se sert pour troubler l'État, font assez voir d'ailleurs combien il est facile de diviser une nation que ne tient plus unie l'esprit public, ce grand lien des empires.

N'est-ce pas une chose merveilleuse que l'impudence avec laquelle chaque gouvernement nouveau prétend se moquer du peuple? Jusqu'à présent leur secret a toujours été le même : changer de nom les abus, et faire des promesses de réforme qu'ils se proposent bien de ne tenir jamais. Pour eux, la grande affaire est de sauver du naufrage le pouvoir absolu, en laissant notre présomptueuse révolution rouler sur ses brillantes théories de progrès et de li-

berté. Ainsi l'on ne se sera débarrassé des entraves de l'ancien régime, que pour succomber à l'artifice des intrigues les plus basses ; on n'aura bu deux fois à la coupe fatale des révolutions, que pour s'enivrer d'une folle et aveugle soumission, pour se prêter à toutes les perfidies du pouvoir, pour s'endormir enfin dans les mensonges et les chimères du gouvernement représentatif.

Cependant, cette imposture est l'arche sainte de notre temps ! Nous devons croire à ce semblant de votes et d'élections sur lequel repose la liberté. Nous devons croire fermement avec nos hommes d'État que la nation a une charte, des droits, des représentants qui parlent et approuvent en son nom. Oui, sans doute, il est une France heureuse et représentée ! mais non pas la nôtre, que je sache ; non pas celle qui mérite encore nos respects et notre amour. Ne la confondons point avec leur

France à eux, avec leur France électorale de deux cent mille âmes ; nation postiche, peuple de coulisse et d'opéra, qui se tient prêt pour tous les dénoûments, et n'attend, comme au théâtre, qu'un signal pour venir sur la scène apporter ses vœux et ses hommages et saluer tous les triomphes. Dans un pays où une si grossière illusion rencontre des dupes, où ce honteux comérage peut même figurer l'esprit public, il est impossible que la politique ne perde pas bientôt toute sa dignité. On n'y a plus besoin que d'une seule chose, d'un gouvernement qui sache jouer la comédie.

Un peuple qui vieillit dans les révolutions sans s'éclairer, montre par cela seul qu'il touche à sa ruine. Je n'en veux pour nous d'autre preuve que ce qui a été jusqu'ici preuve de décadence pour tous les États. Rien ne saurait désormais manquer à la nôtre ; non pas même cette plaie hideuse des prétendants qui a tué l'empire

romain et menace de nous dévorer à notre tour. Quelle autre issue pouvait-on espérer d'une révolution si mal conduite dès le principe ? d'une révolution où l'on a perpétuellement confondu le meurtre et le pillage avec la liberté ; où il semble qu'on ne se soit mis d'abord en république que pour se donner ensuite le plaisir de changer chaque jour de princes et de dynasties ? Le peuple, en faisant monter différentes maisons sur le trône, ne s'est-il pas volontairement exposé aux chances de leur retour, et n'a-t-il pas ainsi lui-même jeté dans l'avenir le germe de toutes les tempêtes ? A la première révolution un peu sérieuse, nous verrions la pourpre se disputer dans les provinces l'honneur de nous sauver, et des quatre coins du monde accourir une foule de princes jaloux d'assurer à l'envi l'un de l'autre notre gloire et notre bonheur. De sorte que la patrie, déjà si malade, finirait infailliblement par s'en aller elle-même en

lambeaux, comme la succession au trône ou comme l'opinion publique morcelée de toutes parts et réduite au néant.

- Je sais que, dans certains cas, une dynastie peut très-bien être regardée comme l'image d'un principe. Mais ce qu'il faut éviter, c'est que le peuple ne les confonde ensemble, et ne rende à l'image le culte qui n'est dû qu'au principe seul.

N'est-ce pas après tout le pouvoir qui, lui-même, en faisant main basse sur les institutions et les principes, en les arrachant l'un après l'autre de l'aire sociale, a creusé l'abîme sur lequel penche maintenant la monarchie ? En vain essaierait-on de réchauffer parmi nous l'esprit public : on l'a malheureusement trop bien habitué à l'indifférence, pour que dorénavant il puisse être d'aucun secours. Le pouvoir le sait comme nous ; et de là vient aussi qu'il a remplacé par la corruption tout ce qui était principe d'honneur et de probité. On n'a-

visé qu'aux moyens d'énerver le peuple, on le veut de plus en plus faible, et vil et méprisable. On parle à l'intérêt ; on se hâte de nous faire gens de bourse et gens cupides, de peur apparemment de nous trouver quelque jour trop bons citoyens.

Le pouvoir s'est encore, dans le même dessein, prévalu de notre ambition, ou plutôt de notre stupide vanité, sans cesse excitée par l'appât des charges, par ces cordons et ces croix que la révolution enterra d'abord avec la monarchie, et qu'elle n'a pas craint de ressusciter au profit du despotisme. Tous nos gouvernements ont fait usage de ces insidieuses récompenses, et ils s'en sont si bien servis, que je ne connais point de monnaie dans le monde qui ait acquitté plus de dettes infâmes, payé plus de lâchetés et plus de trahisons. Est-ce donc à ce titre que ne saurait aujourd'hui s'en passer un homme d'État ?